L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 15 AVRIL 1885. 58ème Année

Dufour, Donnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI, 15 AVRIL 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par B. Onimate rue Fulton, entre Saxton et Septième : meubles de maison et effets mobiliers

Progrès du Sud et de la Vallée du Mississippi.

Le Sud offre, depuis quelques années, un spectacle bien intéressant : il marche avec une rapidité vertigineuse, et lui qu'on accusait d'être retardataire, menace, s'il continue, comme il a commencé, depuis une quinzaine d'années, de prendre les devants sur les autres parties de l'Union. La Presse, les économistes du Nord ont les yeux fixés sur lui et notent anxieusement chacun de ses progrès.

Il se manifeste bien parmi eux quelques incrédules, mais, en général, c'est la confiance et la bienveillance qui dominent dans les esprits. On est revenu — et ce n'a pas été sans peine — de la mauvaise idée que le bien qui arrive à une section doit être un mal pour les autres, et l'on proclame assez volontiers que les intérêts d'une nation sont solidaires. C'est même chez qui perce une pointe de jalousie, finissent par faire contrite fortune bon cœur.

On a pu, quelquefois, exagérer les progrès du Sud, grossir un peu plus que de raison le nombre des établissements qui s'y sont formés dernièrement; il n'en reste pas moins certain qu'ils sont et très remarquables. Il est constaté, par exemple, que, dans l'année 1884 — la quelle, au point de vue des affaires commerciales et financières, ne brille pas du plus vif éclat — les capitaux ont affluédans notre section, et qu'il y a été placé plus de $100,000,000 dans des entreprises nouvelles. Des sociétés si importantes, hasardées durant une période où, presque partout ailleurs, on n'avait à enregistrer que des désastres, démontrent chez les spéculateurs une rare confiance. Un pays capable de pareils progrès n'est pas à plaindre : on ne saurait trop l'en féliciter.

Et maintenant, après une course si rapide, un peu échevelée même, sent-il de la fatigue ? Éprouve-t-il le besoin de se reposer ? Si nous en croyons les chiffres que nous avons sous les yeux, il n'y paraît guère. On en sont ses affaires, au moment où nous parlons !

Nous voici en plein avril 1885 ; que s'est-il passé dans le premier trimestre ? Nous avons les chiffres sous les yeux, ils sont éloquents : vingt millions cinq cent quatre vingt onze mille cinq cents dollars, $20,591,500, placés en trois mois dans les industries du Sud. C'est superbe. Il y a de quoi être joyeux et fier. Cependant, à cette joie, vient se mêler une certaine tristesse : cette fierté, un petit frisson d'amour-propre. Voyons un peu comment se distribuent ces vingt millions et quelques centaines de mille dollars. Le premier Etat sur la liste, par rapport à l'importance des nouveautés, est le Kentucky, avec $7,720,000. Il n'y a là de quoi flatter d'autant plus notre orgueil, que le Kentucky appartient à la Vallée du Mississippi. Il est vrai qu'il est plutôt baigné par un tributaire, l'Ohio, que par le fleuve lui-même ; puis il est si loin de nous !

Vient ensuite le Maryland, avec $3,100,000. C'est un Etat en dehors de la Vallée. L'Alabama tient la troisième place, avec $2,075,000. C'est l'Etat où les mines de fer de Iosville, un Etat principal, et il est bien peu sur la ligne du fleuve ; il cherche même, en ce moment, à trouver tous ses débouchés loin du Mississippi.

Au quatrième rang, nous voyons paraître la Virginie, avec $1,406,000, et la Virginie Occidentale, avec $1,221,000 ; en tout, $2,717,000. Ce sont deux Etats qui sont en dehors de la vallée ; ils n'ont aucun débouché de notre côté.

L'Etat qui, appartenant réellement au bassin, figure sur la liste pour la plus forte somme est le Tennessee : $1,222,000. C'est un Etat privilégié comme l'Alabama, et possédant les mêmes avantages.

De là, il nous faut passer à la Georgie, inscrite pour $991,000 et aux deux Carolines, représentant à elles deux $1,554,000, somme énorme pour trois mois. Or ces trois Etats sont encore placés hors du bassin. Ils lui font même concurrence et détournent de leur côté une partie des produits qui devraient descendre le fleuve.

Nous n'avons pas encore vu figurer un seul des trois Etats riverains du bas Mississippi : le Texas passe avant eux, avec $510,000 ; l'Arkansas avec $165,000, et la Louisiane avec $405,500. L'Arkansas avec $179,000, et le Mississippi avec $96,000.

Nous ne voulons pas décourager nos lecteurs ; il est évident qu'il y a, pour ces trois Etats, pour la Louisiane, en particulier, un progrès réel. Mais combien ils sont distancés par les autres ! par le Kentucky, par le Maryland, par l'Alabama, par le Tennessee, dont chacun accuse de $7,000,000 à $1,200,000 ! Les deux Virginies figurent pour $2,717,000 ; les deux Carolines, pour $1,554,000 — tandis que la Louisiane, l'Arkansas et le Mississippi arrivent à peine, ensemble, à $741,700.

Il y a une raison à ce fait étrange. Est-ce que le pays est ingrat ? Il n'y en a pas de plus généreux, et qui récompense plus amplement l'homme de ses travaux.

Est ce que les terres sont infécondes ? Il n'y en a pas de plus fertiles dans les deux mondes : terres d'alluvion, on sait tout dire. Le fleuve a, jusqu'à présent, joué, au hasard de ses caprices et d'une façon perfide, le rôle du Nil en Egypte. Est-ce que les communications manquent ? Elles n'ont jamais été, nulle part, plus nombreuses, plus faciles, moins dispendieuses.

On doit en être le défaut ! Il doit y en avoir un, car il suffit de parcourir cette vallée bénie pour être convaincu, qu'elle doit être bientôt couverte d'une population aussi dense qu'opulente. — Le défaut, il est dans l'absence complète de cette grande chose — qui est le principe et le soutien de toutes les activités humaines — la sécurité. Vous ne réussirez jamais à déterminer l'homme à s'embarquer dans une entreprise quelconque, si brillantes que soient vos promesses, si vous ne lui garantissez pas le lendemain. L'homme est capable de risquer tout, de faire même des folies, s'il le faut, mais à une condition : c'est qu'il aura l'avenir devant lui. Ici, vous n'offrez même pas à l'esprit entreprenant l'alea du jeu, qui repose tout entier sur l'espoir d'une veine durable. Dans notre magnifique et malheureuse vallée, il n'y a pas moyen de compter sur la bonne fortune de quelques merveilleuses récoltes qui doivent enrichir le propriétaire ou l'industriel. C'est presque toujours quand la nature a été le plus prodigue à son égard, qu'elle se donne le plaisir de lui enlever d'une main ce qu'elle lui a donné de l'autre.

Or, ce n'est pas une affaire de hasard ; le fait se reproduit avec une régularité désespérante et une fréquence qui ne fait qu'augmenter tous les jours.

Il en est des entreprises le long de notre vallée comme de l'immigration. C'est la même cause qui produit les mêmes effets, qui engendre les défiances et tient éloignés les capitaux aussi bien que les bras étrangers. A chaque instant, à tout propos, nous voyons revenir cette redoutable question d'eau, toujours agitée, jamais résolue ; cette question de sécurité des propriétés riveraines sans laquelle nous vivrions heureux dans la plus peuplée, la plus opulente région du globe — nouveau motif, ajouté à tant d'autres qui nous engagent à exercer une puissante pression sur le Congrès, pour le déterminer à prendre sérieusement l'œuvre en main et à la mener à bonne fin. L'avenir du pays en dépend, mais un avenir heureux, prospère et, surtout, infaillible.

C'est la seule réclamation que nous adressions au gouvernement général ; elle est juste ; y faire droit est une nécessité. Le reste de l'Union en profitera tout autant que nous.

LOUISIANE.

Le *Pionnier*, Napoléonville, paroisse Assomption, du 11 avril :

Mercredi dernier, nous avons eu le plaisir de serrer la main de notre vieil ami M. Léoni Delaune, l'un des plus énergiques et intelligents habitants du Petit Texas, près des limites sud de notre paroisse. Entre autres choses, il nous a dit que, quoiqu'un peu en retard, vu le mauvais temps, les travaux agricoles de cette section étaient assez satisfaisants. La presque certitude de non-inondation leur ayant donné à tous un nouveau courage, les cultivateurs comptent faire cette année une très forte récolte qui leur permettra d'élever en grande partie tout ce dont ils pourront avoir besoin. Là, comme du reste, à peu près partout, ils ont dû replanter leur maïs ; car, entre le mauvais temps, il paraîtrait qu'un ver coupe les jeunes plantes. La question des chemins est aussi pour eux très importante, car nombre de ponts ont été entièrement délapidés ou ont été emportés par les eaux. Il serait donc fort à propos que le Juri de Police daignât accorder une certaine attention à cette matière et qu'en conséquence il nommât, à cet effet, un voyer de ce district qui voir à y faire exécuter au moins le plus indispensable. Il est une autre requête, très juste, que la population de ce rayon désire voir prendre en considération, sa voir : c'est celle d'une école publique, dont elle est entièrement privée et qui, pourtant, est indispensable, vu le grand nombre d'enfants qui ne peuvent, soit pour des raisons majeures faciles à comprendre, profiter des écoles établies sur les rives du bayou. Nous osons croire que les autorités prendront note de ces justes réclamations, car elles n'ignorent pas, sans doute, que la population de ce district, ainsi que celle des autres brûle où la situation est probablement identique comptent au nombre des plus paisibles, industrieuses et honnêtes de tout l'Etat. Elles ont droit à leur quote-part, et nous sommes persuadés qu'en demandant elles sont sûres d'obtenir.

— Si, comme nous avons tout lieu de le croire, l'Exposition amène dans notre Etat un certain nombre des hommes pratiques du Nord et de l'Ouest, qui sont tiers partie de ses ressources visibles, c'est-à-dire à la surface, pour les besoins de leur industrie, d'un vicendra bien plus encore qui en visite tout toutes les parties, afin d'en étudier à fond puis en exploiter ensuite le sous sol, qui est beaucoup plus riche que l'on ne saurait le croire ou le dire.

La *Sentinelle*, Thibodaux, paroisse Lafourche, du 11 avril :

Le niveau de l'eau dans le bayou baisse tous les jours de quelques pouces, et il est probable qu'à l'époque où il faudra irriguer la semence de riz, il sera trop bas pour l'emploi du procédé ordinaire, dans ce cas, il faudra avoir recours aux pompes.

— Le comté chargé, par le Conseil de ville, de choisir l'emplacement où les ponts à incendie devront être creusés, vient de présenter son rapport, d'après lequel il y aurait douze puits à creuser.

Le *Réveil*, St Martinville, paroisse St. Martin, du 11 avril :

Les planteurs, dans toutes les parties de la paroisse, demeurent inactifs. Pratiquant des moments propices, ils poussent activement les travaux des champs. Le temps est superbe, et tout indique qu'il se maintiendra ainsi, pendant quelque temps.

— Lundi de cette semaine, a eu lieu l'élection municipale. Le résultat donne à la ville, les citoyens suivants comme futurs échevins : Félix Bienvenu, Numa Bienvenu, Aug. Ashford, Gaibert Baker et P. Journet.

— Dans une quinzaine de jours, on commencera les travaux du nouveau pont. Un grand nombre d'ouvriers y seront employés, afin que la construction soit achevée dans le plus court délai possible.

Le Former Louisianais, Nlle Ibérie, paroisse Ibéria, du 11 avril :

Rien de plus favorable en fait de temps n'aurait pu être désiré par nos habitants depuis une quinzaine de jours, et, comme on doit le supposer, une activité exceptionnelle se fait remarquer dans les travaux des champs. Le maïs a déjà percé la terre dans un grand nombre de localités ; le plant de cannes, bien qu'en retard, bourgeonne et, on nous assure, est excellent, sauf dans quelques endroits. En somme, la perspective d'une récolte abondante cette année — à moins d'un malheur imprévu ne survint à la dernière heure — est des plus encourageante.

— Lundi dernier, a l'Eglise St Nicholas, Patoutville, par le Rév. Père André, a été célébré le mariage de M. Anatole Escagne avec Mlle Hébert, fille de M. Ovide Hébert.

A la même Eglise et par le même ecclésiastique, a été célébré, le jour suivant, le mariage de M. Antoine Goula avec Mlle Ernestine Gautreaux.

Nous félicitons les nouveaux époux et leur souhaitons un bonheur sans nuages, une prospérité complète.

— Madame Eugénie Brown, jeune dame à peine âgée de 25 ans, mère de trois jeunes enfants, est décédée, à Weatherford, Texas, ces jours derniers. Elle était la sœur de Mme Flavien Henry, de notre ville.

Le *Farmer*, Covington, paroisse St. Tammany, du 11 mars :

La forte pluie de mardi dernier a causé une hausse subite du Bogue Falaya, et, mercredi matin, on s'est aperçu que le grand pont de Covington avait disparu. C'est une calamité, car ce pont était le plus important de la paroisse. Il a été construit il y a un an seulement, et s'il avait été convenablement fortifié, il eût, sans doute, résisté à la crue. Il est devenu une nécessité, et nous devons le rétablir le plus tôt possible.

— Le nouveau courthouse (palais de justice) sera achevé dans le courant de la semaine prochaine.

— Nous apprenons que le pont Page a été emporté mardi dernier.

— Les propriétés des contribuables délinquants seront vendues samedi prochain.

— Les employés du moulin à scie de Jay, sur le Ponchatoulawa, se sont mis en grève. Ils demandent à travailler de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Ils ont travaillé, jusqu'à présent, de 5 heures du matin à 7 heures du soir, et reçu $1.25 par jour.

— M. Zach Strain a établi un ferry (bac) à l'endroit où le grand pont devrait se trouver.

Nous publierons, demain, jeudi, la fin de nos nouvelles de la Louisiane.

M. Piferrer va trouver un de ses amis qui est affligé d'une bronchite que rien ne peut guérir

— Tu devrais, lui dit-il, aller consulter le docteur Purgeraide, qui m'a sauvé l'année dernière.

— L'année dernière ?

— Mais oui, à Bougival ; j'allais me noyer, il m'a tendu une perche !

Les directeurs de l'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans ont invité le Président des Etats-Unis et son cabinet à assister au "Louisiana Day"—le 30 avril—si les affaires publiques leur permettent de nous honorer de leur présence.

La société de participation en France.

On lit dans le *Globe*, de Paris, du 27 mars :

Mercredi dernier, la Société de participation dans les bénéfices de l'entreprise donnait son banquet annuel dans les salons du Café Riche. Soixante convives étaient là, parmi lesquels étaient MM. Brialou, député de Lyon ; Villard, conseiller municipal ; Tréfat et Muller, architectes ; Veyssier, administrateur délégué du *Moniteur des Syndicats ouvriers* ; Bertrand, président du groupe des chambres syndicales de l'industrie du bâtiment ; Fougeronse, rédacteur de l'*Economiste français*. M. Barberet, chef du bureau des Sociétés professionnelles, retenu chez lui par une indisposition, s'est excusé par lettre de ne pouvoir répondre à l'invitation flatteuse dont il a été l'objet.

Au dessert, M. Charles Robert, président de la Société de participation a porté un toast à ses invités. Il a très spirituellement fait allusion à la date du 18 mars, qui confondait la fête de la conciliation avec les agapes de la révolution sociale. Il a expliqué que le premier banquet de la Société qu'il présidait ayant eu lieu le 18 mars, ses collègues et lui avaient cru bon de ne pas la changer, ne fût-ce que pour opposer à ce qu'on est convenu, dans certains milieux, d'appeler la lutte des prolétaires contre les bourgeois, les efforts faits d'autre part pour amener l'apaisement entre les deux facteurs de tout progrès social : les patrons et les ouvriers, le capital et le travail.

L'orateur a continué son éloquente allocution en exprimant l'espoir que la Société de participation recruterait de nombreux adhérents dans tous les rangs sociaux pour marcher dans cette voie de réconciliation. L'intérêt bien compris de tous le veut. C'est dans cette perspective que réside la prospérité du travail national et de la patrie française.

M. Charles Robert a terminé en annonçant que la Société de participation venait de contribuer à une œuvre de relèvement national en souscrivant à l'école d'architecture fondée par M. Trélat, qui l'a vivement félicité, tant pour les résultats qu'il a déjà obtenus que pour ceux que son œuvre est appelée à rendre dans l'avenir.

M. Charles Robert a été vivement applaudi.

M. Tréfat a remercié des éloges qu'on venait de lui adresser. Il en a reporté la plus grande part à M. Muller, qui est, lui aussi, l'un des fondateurs de l'Ecole d'architecture. Puis il a dit toutes les difficultés qu'ils eurent à vaincre pour subsister. Aujourd'hui, elle fonctionne en sécurité ; elle a rendu des services, et elle a conquis l'auguste qu'elle en rendra de plus grands. C'est, du reste, la seule école qui s'ait ambitionné, et ce sera pour son collègue et pour lui la meilleure des récompenses.

M. Tréfat a été l'objet d'une véritable ovation.

Au nom de l'Union des chambres syndicales ouvrières de France, M. Veyssier remercie de l'invitation dont elle a été l'objet dans sa personne. Puis il tient remarquer que, dans le véritable monde du travail, tous les patrons et les ouvriers se préoccupent des moyens à mettre en œuvre pour améliorer la situation actuelle. Il félicite les patrons qui ont établi la participation chez eux, et il adresse des éloges particuliers aux travailleurs qui ont le courage d'aller jusqu'à l'association.

Au début, dit-il, les associations se constituaient avec le désir de supprimer le capital et de devenir les antagonistes des patrons. A présent, ces sentiments sont disparus, et, dit-il, les difficultés que les associations ou rencontrées ont prouvé que les théories toutes faites sont loin d'être applicables, et les associés appellent à eux le capital. Les associations ouvrières veulent vivre en paix à côté des patrons. Par leur attitude corrective, elles poussent les patrons à établir chez eux la participation. Pour sa part, il est heureux de voir le courant qui entraîne le monde du travail dans une voie meilleure, et il termine en remerciant tout particulièrement les membres de la Société de participation, qui ont fait la moitié du chemin. Il espère que les ouvriers feront l'autre. Il boit à l'union du capital et du travail.

Les convives ont témoigné chaleureusement à M. Veyssier combien la gaîté paient les paroles qu'il a prononcées.

Le discours impatient a été prononcé par M. Brialou. Le député se l'on a tout d'abord déclaré qu'il ignorait que cette réunion fût la participation en autant et de si importants détails. Quant à lui, il est très désireux de voir ce mode de plus juste répartition du travail prendre de jour en jour une importance plus grande, et il estime que dans la situation grave où nous nous trouvons, situation qui compromet la prospérité du travail national, il faut faire cesser les divisions, les querelles intestines et se préoccuper que d'une chose : l'intérêt de la patrie. L'union doit se faire sur le terrain économique. En politique, on doit se faire des concessions mutuelles lorsqu'il s'agit d'arbouter aux grandes choses.

Poursuivant son argumentation, M. Brialon a démontré que le travail n'est plus aujourd'hui ce qu'il était il y a trente ans. A cette époque, la France et l'Angleterre étaient à peu près les seules puissances industrielles du monde. On pouvait alors ouvrir une crise ouvrière sans grand danger, parce que la concurrence n'existait pas, ou très peu, et la crise passée, pouvait se remettre hardiment au travail. Mais, aujourd'hui, un conflit entre patrons et ouvriers prend de suite une gravité inquiétante. L'industrie est décentralisée, et à la fin du conflit le travail a disparu au profit des concurrents étrangers.

Faisons donc arrêt, a dit M. Brialon, aux discussions acrimonieuses de la politique et du socialisme. Au lieu de nos préférences personnelles, ne voyons que la patrie à défendre : le relèvement de notre chère patrie par le travail.

Il s'est ensuite déclaré très heureux de se trouver dans un milieu où ces idées de progrès sont si vivaces, et il en a remercié, au nom des ouvriers lyonnais, dont il est le représentant.

— Et à ce sujet, a-t-il dit ensuite, je crois devoir vous entretenir d'un souvenir qui m'est tout personnel. A Lyon, vous le savez, messieurs, la grande industrie locale est le tissage de la soie, et l'ouvrier tisseur, par la nature de son travail, qui s'exerce en quelque sorte mécaniquement, a tous le temps nécessaire à la réflexion. Il étudie plus facilement que d'autres les questions qui le touchent. Or, il est arrivé ceci : c'est que les ouvriers mes compatriotes ont cru un jour qu'il leur était possible d'améliorer leur situation en s'associant pour fabriquer des étoffes. Au moins, pensaient-ils, nous n'aurons plus à passer par les intermédiaires onéreux qui nous prennent la plus grande partie des bénéfices notre travail. Et ils s'associèrent. Mais ils n'avaient pas prévu les difficultés de toute nature qui surgissent les entreprises. Il ne suffit pas de savoir faire un travail ; il faut surtout savoir le diriger. Il faut faire les achats de la matière première, connaître toutes les combinaisons qui la transforment, et qui sont le plus souvent du domaine de métiers différents. Puis, le travail terminé, il faut vendre le produit de manière à réaliser un bénéfice. Il est nécessaire de s'ouvrir, au fur et à mesure de la production plus grande, des débouchés nouveaux, toutes choses qui étaient inconnues de nos coopérateurs.

Ce qu'il en advint, vous le devinez. Ils échouèrent, malgré leur bonne volonté.

Que cet exemple serve d'enseignement. Il importe qu'au capital et au travail vienne s'adjoindre la direction, c'est-à-dire la capacité pratique, l'intelligence qui fait réussir.

Avec ces trois agents, aussi utiles les uns que les autres, la réussite est certaine. C'est ce que vous faites, messieurs, a dit en terminant l'honorable député des usants, et je vous félicite d'avoir donné cet exemple. Vous avez montré qu'il y avait quelque chose à faire, et vous l'avez fait. Vous aurez contribué, pour votre part, à l'union de tous les citoyens dans la grande patrie française.

Les discours de M. Brialon a été, maintes fois, interrompu par les applaudissements, et il a été vivement félicité pour la sagesse de ses vues et la loyauté de ses intentions.

Son discours a terminé le banquet de la Société de participation.

Le *Mémorial Diplomatique* s'exprime ainsi au sujet de l'Angleterre et de la Russie :

Au début, les deux rivaux se disputaient la prédominance en Perse ; plus tard leurs efforts se sont exercés sur l'Afghanistan. Dans ce duel, la Russie est toujours sortie victorieuse. Puissant instrument de la civilisation européenne dans le centre de l'Asie, la Russie a déployé sa force d'expansion, d'après les lois naturelles des mouvements ethniques, du nord au sud et suivant le cours des grands fleuves. Dans cette marche en avant on compte des arrêts et des haltes ; mais, à chaque étape franchie, on voit l'Angleterre agitée, protestant, menaçant et, en fin de compte, acceptant le fait nouveau créé par les armes ou la diplomatie de la Russie.

Certainement, en poursuivant ainsi sa tâche, la Russie n'a pas été guidée par un sentiment d'hostilité à l'égard de l'Angleterre ; elle n'a fait qu'obéir aux nécessités qui s'imposent à toute puissance civilisée en contact avec des peuples mi-barbares. Elle a dû conquérir, absorber davantage, pour garder et protéger ses conquêtes antérieures contre des populations qui ne respectent aucun traité et dont la vie nomade est rebelle à toute loi civile comme à tout commerce pacifique. Telle est la raison qui a toujours rendu illusoire tout arrangement entre la Russie et l'Angleterre relativement à une délimitation de la sphère d'action de la première de ces deux puissances. Ce n'est pas un manque de bonne foi de la part de la Russie ; c'est la force des choses qui l'a poussée en avant, du Nord au Sud, la rapprochant ainsi progressivement des possessions de l'Inde britannique.

Ce mouvement en avant de la Russie s'est accéléré depuis dix ans. A mesure que sa domination s'affermissait à l'est de la mer Caspienne, les entreprises pilardes des peuplades des khanats voisins devenaient plus hardies, plus intolérables. L'expédition de Khiva fut nécessaire. L'Angleterre s'émut, elle menaçait. L'empereur de Russie envoya le comte Schouvaloff à Londres pour y calmer les inquiétudes.

En Angleterre on prétend qu'à cette occasion la promesse lui avait été donnée de ne pas garder Khiva. Le fait est inexact. Jamais le cabinet de Saint-Pétersbourg n'a pris pareil engagement, et comment l'aurait-il pris sans s'exposer à l'obligation d'entreprendre plus tard une nouvelle expédition de Khiva ? Il n'a pu assurer que ce qu'il assure aujourd'hui, c'est-à-dire qu'il n'en veut en aucune façon aux possessions anglaises et que sa sphère d'action restera renfermée dans l'Asie centrale. Il fut question d'une ligne de démarcation ; mais, proposée par lord Granville elle fut repoussée bientôt après par les tories. Le seul résultat de la mission du comte Schouvaloff fut le mariage du duc d'Edimbourg avec une fille de l'empereur Alexandre. Cet événement fut très bien accueilli par le public anglais, qui, contrairement à la pensée tout récemment exprimée par le prince de Bismarck, se flattait peut-être de l'espoir que l'alliance matrimoniale des deux dynasties ferait dévier la politique russe en Asie de la ligne qu'lui était tracée par sa position géographique.

Le cours des choses a montré que l'Angleterre s'était fait des illusions : les déceptions ne tardent toujours quiconque ne juge qu'au seul point de vue de ses intérêts propres l'action d'autrui.

Depuis dix ans la Russie a accompli dans l'Asie centrale que véritable œuvre de moralisation sociale : il fallait étendre une main ferme, assurée sur des peuplades qui ne vivent que de brigandage. Après le khanat de Khiva est venu le tour des Turcomans, et en dernier lieu celui de Merv, grand repaire et foyer de ces tribus incommodes et dangereuses pour leurs voisins. Comme à propos de Khiva, l'Angleterre s'est montrée frappée par l'occupation de Merv, une de ces étapes que l'opinion anglaise refusait obstinément à la Russie. Les protestations, fort cependant plus faibles à cette occasion que lors de la prise de Khiva, et l'on doit s'étonner même que le conflit diplomatique ne se produisit pas à ce sujet plutôt qu'aujourd'hui sur la délimitation russo-afghane au nord de Hérat.

Les derniers journaux de Marseille nous apprennent que M. Estancelin, dont nos lecteurs connaissent la haute situation politique en France, vient de donner, à salon, une conférence qui a fait bruit.

Il a gardé la parole pendant près de deux heures, en excitant constamment le plus vif intérêt dans l'auditoire. Il a expliqué d'abord qu'il était avant tout un homme de devoir, et que, s'était un devoir qu'il croyait remplir en venant s'entretenir avec nos compatriotes de nos intérêts communs.

Je vous avez parlé, a-t-il dit, à nos compatriotes de la politique générale, mais sans aucun parti pris ni aucune arrière-pensée, sans sortir du terrain de la politique républicaine, respectueuse du principe du gouvernement établi, mais sans aucune attache avec les gouvernants actuels, n'ayant pas été leur candidat, ni leur ami, ni leur obligé, ni leur protégé, ni leur client, ni leur solliciteur, ni leur quémandeur, ni leur obligataire, ni leur débiteur, ni leur créancier, ni leur associé, ni leur actionnaire, ni leur administrateur, ni leur commanditaire, ni leur commanditaire, ni leur commanditaire